

## BIOÉTHIQUE

## « LA PMA EST UN IMMENSE MARCHÉ »

**Du fait de la crise sanitaire et de l'encombrement législatif, les discussions autour du projet de loi bioéthique – incluant l'ouverture de la PMA à toutes les femmes – ont été repoussées après l'été. L'occasion d'approfondir la dimension économique de cette pratique, méconnue, avec Olivia Sarton, juriste et directrice scientifique de l'association Juristes pour l'enfance.**

### Quelle est l'ampleur du marché de la PMA en France ?

**Olivia Sarton :** Le budget PMA pour la Sécurité sociale, établi par la Cour des comptes en 2016, s'élevait à 295 millions d'euros. Et encore, ce chiffre n'intègre pas, par exemple, les jours d'arrêts maladie pris par les femmes pour se rendre à l'hôpital ou à la clinique dans le cadre de ce parcours de PMA. À titre de comparaison, l'an passé, au moment de la crise des urgences, le gouvernement a promis de débloquer 300 millions d'euros par an, c'est-à-dire le coût actuel de la PMA. Pour les urgences qui concernent tout le monde, on prétend ne pas pouvoir débloquer plus de 300 millions d'euros, alors qu'en parallèle on se propose de dé plafonner la PMA qui coûte déjà 300 millions par an. Il y a quelque chose d'assez choquant.

### Comment expliquez-vous un tel engouement autour de la PMA ?

L'objectif des promoteurs de la PMA au niveau mondial est que dans 30 ou 40 ans quasiment tous les enfants soient conçus par PMA. Pour cela, il faut disqualifier la conception naturelle : un enfant conçu naturellement ne rapporte rien alors

qu'un enfant conçu par PMA rapporte du chiffre d'affaires aux cliniques, aux laboratoires qui fabriquent les produits qui accompagnent le parcours de PMA, aux banques de gamètes, aux industries

« Le budget pour la Sécurité sociale est de 295 millions d'euros »

qui fabriquent les équipements destinés aux centres de PMA. Cet énorme marché semble justifier que soient passées sous silence toutes les atteintes

aux droits des enfants ou aux droits des autres participants au parcours de PMA.

### Quel rôle tiennent les cliniques privées ?

Dans certains départements, 100 % des actes PMA se font en clinique privée. À l'échelle de la France c'est 50 %. La PMA a un taux d'efficacité très faible – 16,9 % – donc quand vous voulez y avoir recours, vous comparez les établissements pour voir lesquels ont les meilleurs taux de réussite et ceux qui utilisent les outils dernier cri par exemple.

Les cliniques et les hôpitaux ont intérêt à avoir les équipements flamboyants parce que cela attire les patientes. Sauf que les hôpitaux n'ont pas

de financement, alors que les cliniques privées ont des fonds d'investissement

qui injectent les capitaux nécessaires sachant que cela va attirer de nouvelles patientes et ainsi augmenter leur chiffre d'affaires et leur rentabilité.

Aujourd'hui, dans le secteur des cliniques de fertilité, on assiste à un mouvement de concentration de ces établissements entre les mains de quelques gros groupes, ce qui permet des économies d'échelle très importantes. Le plus gros groupe de cliniques de fertilité du monde, qui était à la base espagnol mais a été racheté, a fait l'objet d'une fusion-acquisition en 2017 et il me semble qu'à l'époque il était valorisé à hauteur de 300 millions de dollars. Il a récemment vendu 100 millions de dollars sa branche au Moyen-Orient, ce qui veut dire qu'entre 2017 et maintenant sa valeur globale a énormément crû.

### En somme, c'est le secteur dans lequel « il faut » investir pour gagner de l'argent ?

Oui, et d'ailleurs des analyses financières destinées aux potentiels investisseurs sont maintenant produites

par des experts financiers ou des cabinets d'avocats d'affaires spécialisés dans les opérations de fusion-acquisition,

pour conseiller cet investissement. C'était par exemple le cas dans une étude

« La PMA a un taux d'efficacité très faible »



D.R.

**LABORATOIRE DE BIOLOGIE.** Le marché de la procréation médicalement assistée représente une telle manne financière, que ses promoteurs poussent pour que d'ici 30 à 40 ans, tous les enfants soient conçus par PMA.

réalisée par l'un de ces cabinets d'avocats en 2019 qui expliquait qu'entre 2019 et 2023, le taux de croissance annuel composé attendu sur le secteur devrait être de 9,3 %, ce qui porterait le marché mondial à environ 30,9 milliards de dollars en 2023. C'est un marché vraiment en explosion, qui se développe aussi bien dans les économies dites « matures de soins de santé » (Australie, Royaume-Uni et États-Unis), que dans les principaux marchés émergents (Inde, Amérique latine et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord). Si l'on prend ne serait-ce que le marché des banques de gamètes, pour vous donner un ordre d'idée: il y a un peu moins de deux ans, aux USA, un fonds d'investissement a racheté deux banques de gamètes importantes. L'une de ces deux banques avait été créée en 2011 par une femme d'affaires américaine qui y avait injecté 1,25 million de dollars. Elle l'a revendu

« Un chiffre d'affaires de vingt millions de dollars par an »

en 2018 200 millions de dollars! Voyez la plus-value réalisée, alors que le chiffre d'affaires de cette banque de gamètes serait d'une vingtaine de millions de dollars par an. Mais les fonds d'investissement achètent en fonction de la valeur potentielle de développement – cela montre quels enjeux financiers cela représente. Injecter 1 million et en récupérer 200 millions moins de dix ans après est un jackpot. Concernant le marché des gamètes, il fluctue selon les pays. Aux USA, les donneuses sont mieux rémunérées qu'en Ukraine. Si une société américaine peut s'implanter dans un pays moins-disant en termes de conditions de travail, il va faire venir des gamètes aux États-Unis et sa marge sera d'autant plus forte.

**Vous écrivez que ce secteur a le grand avantage de présenter des risques « assez limités »...**

« Les techniques ne sont pas remises en cause »

Si vous vous lancez dans un domaine médical complexe nécessitant de gros investissements, et que les essais n'aboutissent pas ou dans des proportions faibles, il va être difficile de développer votre business. Pour le secteur de la procréation médicalement

assistée, quand bien même cela ne fonctionne pas ou pas suffisamment, cela ne remet pas en cause les techniques. Ce n'est pas parce que la PMA n'a pas abouti pour une femme que les autres ne vont pas venir tenter d'obtenir un enfant par PMA. C'est un secteur dans lequel l'échec est finalement assez peu considéré. ♦

**Propos recueillis par Anne Letouzé**



**Olivia Sarton, PMA : ce qu'on ne vous dit pas, Téqui, 184 pages, 13,90 €.**